



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE PLANTS FORESTIERS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.A.T.P.)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2123-1 ET R.2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2025-8325-006

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison sur la saison de plantation dernier trimestre 2024/ premier trimestre 2025 de plants forestiers, d'essences et de catégories diverses pour la mise en œuvre des travaux de reboisement réalisés en partie, dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France 2030) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et climatique dans les forêts gérées par l'Agence Bretagne de l'Office national des Forêts.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine
Agence de Bretagne
211 rue de Fougères
CS 20629
35706 RENNES Cedex 7

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Mme Marie DUBOIS, Directrice de l'Agence Territoriale de Bretagne de l'Office National des Forêts.

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Agence Territoriale de Bretagne, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 030 20 dont le siège est 211 rue de Fougères CS 20629 35706 RENNES Cedex 7

1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Mme Marie DUBOIS, Directrice de l'agence de Bretagne 211 rue de Fougères CS 20629 35706 RENNES Cedex 7, Téléphone : 02.99.27.47.22, Email : marie.dubois@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est M. Max BUZAT, Directeur financier de la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine 100 Bd de la Salle 45760 Boigny sur Bionne – max.buzat@onf.fr

1.4. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est M Benoît CHEVALLIER, Chargé de mission au service forêt de l'agence de Bretagne 211 rue de Fougères CS 20629 35706 RENNES Cedex 7 – benoit.chevallier@onf.fr, tel : 06.25.03.02.53

1.5. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre juridique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est : Mme Yamina KECHROUD, Responsable territorial Achat Centre Ouest Aquitaine 9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges – yamina.kecheroud@onf.fr

1.6. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

2 OBJET DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison sur la saison de plantation dernier trimestre 2025/ premier trimestre 2026 de plants forestiers, d'essences et de catégories diverses pour la mise en œuvre des travaux de reboisement réalisés en partie, dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Nation Verte) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et climatique dans les forêts gérées par l'Agence Bretagne de l'Office national des Forêts.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106868A publié au JORF du 1er avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCAP.

2.2. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

03121100-6	Plantes vivantes, bulbes, racines, boutures et greffons
------------	---

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE

3.1. Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

3.2. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

3.3. Durée et prise d'effet de l'accord-cadre

La durée du présent marché est de 16 seize (16) mois à compter de sa date de notification.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

3.4. Décomposition en lots

En application des articles L.2113-10 et R.2113-1, le marché est décomposé en 3 lots séparés définis comme suit :

3 lots fermes :

Lot	Essence	Provenance	Taille	Age	Type	Quantités par essence		Alternatives (Provenance – Conditionnement)	Nombre de livraisons estimées
						Min	Max		
1	Chêne sessile (Quercus petraea)	QPE 103	H : 30/80 cm Diam collet : 5 mm pour les 30/50, 7mm H : pour les 50/80	1S1	RN à la planche avec au moins 40 % de 50-80 cm	9 000	14 000	QPE 311 ou QPE 106 Godet	2
2	Pin Sylvestre (Pinus sylvestris)	PSY 100 – Nord-Ouest	H : 8-15 cm, diam collet minimum : 2,5mm	1-0	Godet 200cm3 minimum	4 000	6 500	PSY-VG-002 PSY-VG-003	2
	Pin maritime (Pinus pinaster)	PPA 100 Nord-Ouest	H : 20 -40 cm, diam collet minimum : 3mm	1-0	Godet 200cm3 minimum	9 000	13 000	PPA-VG-006 à 022 sauf 009	
3	Douglas (Pseudotsuga menziesii)	PMVG002 La Luzette	H : 25-40 cm, diam collet minimum : 5mm	1+1	RN	2000	3 800	PMVG001 à PMVG008 (sauf PMVG006) ou PME 901	2
	Cèdre de l'Atlas (Cedrus atlantica)	CAT900 - France	H : 10-20 cm, diam collet minimum : 3mm	1+0	Godet 350cm3 minimum	2 000	3 100	Godets 2 ans	
	Sequoia Toujours vert (Sequoia sempervirens)	A préciser par le pépiniériste	A préciser par le pépiniériste	1+0	Godet 350cm3 minimum	1500	2 100	Godets 2 ans	

3.5. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Chaque lot de l'accord-cadre est attribué à un seul et même soumissionnaire.

En cas de pénurie sur les essences demandées ou sur la provenance prioritaire, le lot 2 pourra être attribué à deux attributaires en retenant un attributaire par essence et le lot 3, à trois attributaires en retenant un attributaire par essence. Dans cette hypothèse, l'attribution se fera par ordre décroissant au regard de l'ensemble des critères en application de l'article 7.2 du présent règlement de la consultation.

Ainsi, un seul soumissionnaire sera retenu par essence (ventilation possible des lots mais pas des articles).

3.6. Modalités d'émission des bons de commandes

Les bons de commandes seront adressés au titulaire selon les dispositions prévues à l'article 6 ci-après.

En cas de multi-attributaires, les bons de commande seront répartis par essence, conformément à l'analyse issue des modalités prévues à l'article 3.5 du présent CCATP.

3.7. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles.

Les variantes sont autorisées : provenances ou caractéristiques techniques alternatives des plants (RN ou godets, H, Diam...). Dans ce cas, les caractéristiques du matériel devront être clairement inscrits sur le Bordereau des Prix Unitaires.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires qui en est son complément indissociable ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Technique Particulières (C.C.A.T.P.) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS)
- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 DESCRIPTION DES FOURNITURES

Les plants proviendront obligatoirement de pépinières soumises au contrôle phytosanitaire, agréées par le Ministère de l'Agriculture. Le titulaire est tenu d'indiquer la pépinière d'éducation des plants et son emplacement géographique. Les plants devront être conformes à la réglementation en vigueur fixée par le Ministère de l'Agriculture.

Les plants en conteneurs ou en mottes ne pourront être âgés de plus d'un an.

La hauteur de la tige des plants en conteneur devra être inférieure à deux fois la hauteur du conteneur et inférieure à six fois le diamètre moyen du conteneur.

Les régions de provenance des plants mentionnées sur les bordereaux sont à respecter lors de la livraison. Le titulaire s'engage à fournir les documents d'accompagnement et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités.

Les caractéristiques demandées pour chaque essence sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Essence	Provenance	Taille	Age	Type	Quantités estimées
chênes sessiles (Quercus petraea)	Priorité 1 : QPE 103 ou priorité 2 : QPE 311 ou QPE 106	H : 30/80 cm Diam collet : 5 mm pour les 30/50, 7mm pour les 50/80	1S1	RN à la planche avec au moins 40 % de 50-80 cm	13 360
Pin maritime (Pinus pinaster)	Priorité 1 : PPA 100 nord-ouest ou Priorité 2 : VG006 à 22 sauf 009	H : 20/40 cm diam collet minimum : 3mm	1-0	godet 200cm3 minimum	13 000
Pin Sylvestre (Pinus sylvestris)	Priorité 1 : PSY 100 – Nord-Ouest ou Priorité 2 : PSY-VG-002 / PSY-VG-003	H : 8-15 cm, diam collet minimum : 2,5mm	1-0	Godet 200cm3 minimum	6 400
douglas (Pseudotsuga menziesii)	Priorité 1 : PMVG002 La Luzette ou Priorité 2 : PMVG001 à PMVG008 (sauf PMVG006) et PME 901	H : 25-40 cm, diam collet minimum : 5mm	1+1	RN	3 780
Cèdre de l'Atlas (Cedrus atlantica)	CAT900 - France	H : 10-20 cm, diam collet minimum : 3mm	1+0	Godet 350cm3 minimum	3050
Sequoia Toujours vert (Sequoia sempervirens)	A préciser par le pépiniériste	A préciser par le pépiniériste	1+0	Godet 350cm3 minimum	2100

Après attribution du marché, aucune modification de provenance ou de qualité ne sera acceptée.

6 PASSATION DES COMMANDES

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants
- la référence du présent marché 2025-8325-006
- la date d'émission du bon de commande
- la désignation des essences souhaitées
- les quantités attendues
- le(s) lieu(x) de livraison
- la(es) date(s) de livraison.
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer

Ils seront adressés au fournisseur par courrier électronique à l'adresse e-mail communiquée par le titulaire

dans l'acte d'engagement.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

En cas de dépassement du délai de livraison défini dans les conditions ci-dessus, pour tenir compte des répercussions sur l'organisation des chantiers de plantation de l'ONF, **les pénalités mentionnées à l'article 10.2 ci-après s'appliqueront de plein droit.**

L'ONF s'efforcera autant que possible de regrouper les commandes pour limiter les livraisons.

7 ARRACHAGE, TRI, TRAITEMENT ET STOCKAGE DES PLANTS

Le titulaire assurera une parfaite traçabilité des plants durant l'ensemble des opérations d'arrachage, de tri, de traitement éventuel, de stockage et de transport.

7.1 Arrachage des plants à Racines nues

Les plants seront arrachés sous la seule responsabilité du titulaire et selon les méthodes en vigueur afin de protéger les plants et leur système racinaire des dommages.

Si les conditions météorologiques (gel, pluviométrie excessive) rendent impossible l'arrachage à la période prévue pour assurer la livraison, le titulaire en informera l'ONF par courrier électronique, sans délai.

Le délai entre l'arrachage et la livraison à l'emplacement défini par l'ONF ne pourra excéder quatre (4) jours sous peine de refus de réception des plants par l'ONF. Il appartient au titulaire d'organiser les étapes d'arrachage, tri, traitements éventuels et de tenir compte des délais de livraison pour respecter cette disposition. Cette clause pourra toutefois être assouplie, sur accord écrit de l'ONF et sans dépasser un délai maximal de dix (10) jours, si le titulaire peut se prévaloir d'avoir pris toutes les dispositions destinées à stocker les plants dans des conditions satisfaisantes (chambre froide, conditionnement ...).

7.2 Traitement des plants

Le traitement en pépinière suivant est demandé sur une partie des lots 2 et 3 :

- **Traitement répulsif contre le gibier** : Le titulaire fournira à l'ONF la fiche technique et la fiche sécurité des produits utilisés. Si le produit mentionné sur le BPU ne peut être utilisé, le titulaire proposera une alternative à l'ONF. Cette alternative devra être validée par l'ONF avant l'arrachage des plants.

Le titulaire du marché fournira à l'ONF avec les documents d'accompagnement des plants un certificat de traitement.

7.3 Stockage et transport des plants

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour identifier les plants commandés (étiquettes, marquage, séparation des lots...) et éviter des mélanges entre essences proches (Chênes notamment) ou entre provenances.

Les plants en racines nues devront être conditionnés et livrés en sacs. Ces sacs devront être opaques (intérieur sombre) et préserver au mieux la qualité des plants (risques d'échauffement, gel...). Le titulaire s'assurera que les sacs des différentes essences ou provenances soient facilement localisables afin de faciliter les opérations de contrôle et de réception.

7.4 Conditions de livraison

Les livraisons devront avoir lieu du lundi au vendredi inclus, sauf jour férié, entre 8h00 et 16h00. Les livraisons envisagées à des heures plus tardives devront impérativement avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'ONF, du fait des conséquences induites en termes de mise en jauge des plants après le coucher du soleil.

Le titulaire prendra contact avec le réceptionnaire avant la livraison, dans un délai qui sera précisé sur le bon de commande et ne pourra être inférieur à 48 heures (hors week-ends et jours fériés), de manière à l'avertir du créneau de livraison retenu, par créneaux de 2 heures. Le titulaire est informé du fait que les points de livraison ne bénéficient pas d'une présence permanente d'un représentant ONF et que le réceptionnaire, s'il se trouve en forêt, peut ne pas être joignable : **il doit donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'avertir suffisamment en amont et lui permettre d'organiser sa présence à la livraison.** A défaut, le lot de plants pourra être refusé sans que le titulaire puisse prétendre à un dédommagement de la part de

l'ONF. En aucun cas, les produits ne devront être laissés sur place si l'opération de réception n'a pu avoir lieu ; l'ONF se déchargeant de toute responsabilité en cas de détérioration ou de vols.

Les plants seront livrés préférentiellement par le titulaire. Même s'il fait appel à un transporteur, le titulaire demeure responsable des bonnes conditions de préservation des plants et de l'information du réceptionnaire ONF.

Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer auprès des responsables ONF que les moyens qu'il va mettre en œuvre seront compatibles avec les lieux de livraison, notamment en ce qui concerne le moyen de transport utilisé, par rapport à l'accès au site ONF (parfois via route empierrée) et au matériel destiné au déchargement. L'ONF ne possédant pas de plate-forme de déchargement, ni de matériel adapté, **les manutentions nécessaires au déchargement des produits seront à la charge du fournisseur, qui prendra toute disposition pour le bon déroulement de l'opération.** Pour des raisons de sécurité, aucun personnel de l'ONF ne participera à l'opération de déchargement. Si le transporteur n'est pas apte à effectuer seul cette opération, la livraison sera refusée, **sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée à l'ONF.**

Conformément à l'article 19.3 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, les risques afférents aux transports des plants jusqu'à leur destination incombent au fournisseur.

7.5 Lieux et contacts de livraison

Cette liste est donnée à **titre indicatif** et pourra être complétée au besoin par l'ONF, notamment par des sites situés dans d'autres directions territoriales de l'ONF notamment dans les cas évoqués à l'article 7.6 ci-après.

Site de livraison	Correspondant ONF	N° portable Adresse mail
Atelier de Huelgoat – ZA du Vieux Tronc - Huelgoat (29)	Pascal GAUTIER	06 85 99 08 35 Pascal.gautier@onf.fr
MF de Bonne Fontaine PLEDELIAC (22)	Régis AUDOUIN	06 73 77 58 95 Regis.audouin@onf.fr
M.F des feuillées, Bazouges la Perouse (35)	Johann BOUNY	Johann.bouny@onf.fr 06.24.31.78.03
Atelier de Mi-Forêt, 35340 Liffré	Stéphane Hardy	Stephane.hardy@onf.fr 06.10.93.47.43
FD Loudéac (22)	Sébastien MALFER	06.26.32.88.41 Sebastien.malfer@onf.fr

7.6 Supplément pour lieu de livraison hors zone géographique du marché

Le présent marché concerne en priorité le territoire de l'Agence Territoriale de Bretagne. Toutefois, en cas de difficulté de préparation des chantiers de reboisement et d'impossibilité d'utilisation des plants sur d'autres chantiers de la même Agence, il est possible que des quantités variables de plants doivent être acheminées vers des lieux de livraison situés dans d'autres territoires.

Si ce cas devait se produire, il serait demandé au titulaire l'acheminement vers le territoire concerné dans les conditions suivantes :

Distance pépinière - nouveau lieu de livraison < distance de la pépinière à la ville de Loudéac, prise comme référence des lieux de livraison de l'Agence de Bretagne	Pas de supplément
Distance pépinière - nouveau lieu de livraison > distance de la pépinière à la ville de Loudéac	Supplément par tranche kilométrique : indiqué par le titulaire dans son BPU

8 MODALITES DE RECEPTION ET DE CONTROLE DES PLANTS

La réception des plants sera effectuée suivant la méthode de contrôle par échantillonnage décrite dans le guide « Réussir la plantation forestière » 3^{ème} édition décembre 2014, dont il appartient à l'entrepreneur de prendre connaissance. Il est téléchargeable à l'adresse :

https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide_reussir_la_plantation_forestiere_201501_a4_cle8a81f1.pdf

Ce guide est accepté par les deux parties comme étant la référence sur le protocole de contrôle et sur les critères de conformation et d'état sanitaire.

Les plants devront :

- être de **qualité loyale et marchande** selon les critères de conformation et d'état sanitaire définis par les normes qualitatives CEE rappelées dans le Guide technique "réussir la plantation forestière", édition 2014, et présenter toutes les garanties nécessaires à une bonne reprise : ils seront en état de végétation latente et présenteront un enracinement et une tige bien équilibrés.
- satisfaire aux **normes d'âges et de dimensions** indiquées dans le bordereau des prix unitaires, y compris en ce qui concerne les dimensions et caractéristiques des conteneurs ou des mottes, sous peine de refus du lot, sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF. S'il existe un niveau d'exigence supérieur au niveau régional pris dans un arrêté, les normes de cet arrêté prévaudront.

La réception se fera contradictoirement entre le réceptionnaire ONF et le titulaire ou son représentant. Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un document signé par les deux parties.

Le titulaire est conscient du temps nécessaire au bon déroulement nécessaire aux opérations de réception et s'engage à en informer préalablement son représentant, ou son prestataire en cas de livraison par un transporteur. Aucune indemnité ne pourra être réclamée à l'ONF en dédommagement de l'attente du chauffeur le temps des opérations de contrôle et de réception.

En cas de livraison par un transporteur, la réception se fera unilatéralement par le réceptionnaire ONF (sauf délégation formelle écrite de représentation faite par le prestataire au transporteur). Les résultats lui seront opposables et il ne pourra pas les contester.

Chaque livraison s'accompagnera impérativement de la remise au réceptionnaire ONF des **documents d'accompagnement des plants** : document du fournisseur, passeports phytosanitaires européens (PPE) pour les essences qui y sont soumises et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités, lot par lot. En cas de non présentation de ces documents, le lot sera refusé sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF.

En cas de contrôle aboutissant à une décision de refus de lot, le réceptionnaire ONF conservera pour toute demande de justification ultérieure les échantillons de plants ayant servi aux opérations de contrôle, sans paiement de cet échantillon au titulaire.

Le titulaire retenu assume seul les frais de retour de la marchandise non réceptionnée (ou de sa destruction en cas de non reprise), ainsi que les impossibilités de réceptionner ou les surcoûts engendrés par des défaillances du transporteur pour respecter l'organisation programmée.

9 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

9.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

9.2. Forme et contenu des prix

9.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Le prix est fixé au Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

9.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

9.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

9.4. Modalités essentielles de paiement

9.4.1. Avance

Aucune avance ne sera accordée.

9.4.2. Acomptes

Aucun acompte ne sera versé.

9.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comporteront les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2025-8325-006 ;
- les références du bon de commande afférent ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des fournitures livrées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de livraison
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

9.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4700XXXXX.
- Numéro d'identification :
66204311603020 pour le SIRET de la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine.
- Numéro de service exécutant :
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

9.4.5. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent C.C.A.T.P. n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

9.4.6. Nantissement ou cession de créance

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

10 PENALITÉS

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues au C.C.A.G.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

10.1. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenus sur les factures suivant la date de calcul des pénalités.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourra les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

10.2. Retard imputable au candidat

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. et si, pour quelques raisons que ce soit sauf en cas de force majeure, les livraisons n'étaient pas effectuées dans les délais prévus, le fournisseur pourra se voir appliquer sans mise en demeure préalable des pénalités de retard pour défaut de livraison, calculées suivant la formule ci-après :

$P = (V \times R) / 50$, dans laquelle

P = montant de la pénalité

V = valeur de l'ensemble des produits non livrés dans les délais prévus

R = nombre de jours calendaire de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. les pénalités de retard seront dues y compris si leur montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché. Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera accordé(e) au titulaire pour une durée égale à la durée des perturbations.

10.3. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

10.4. Pénalités pour indisponibilité de plants conformes

Les plants non conformes seront repris par le titulaire à sa charge et celle-ci sera tenue de re-livrer des plants de qualité loyale et marchande.

En cas d'impossibilité d'échanger les plants, l'ONF sollicitera un autre fournisseur afin d'obtenir les plants conformes au marché. S'il s'avérait que les prix des plants soient supérieurs à ceux présentés par le titulaire, celui-ci s'engage à payer à l'ONF la différence entre le coût initial prévu au marché attribué et le coût proposé par le fournisseur acceptant de fournir à l'ONF les plants concernés, de qualité loyale et marchande.

Au cas où aucun fournisseur ne pourrait proposer des plants conformes en remplacement des plants non admis, pour tenir compte du surcoût occasionné à l'ONF du fait de l'impossibilité de procéder au reboisement prévu, le titulaire du marché pourra se voir appliquer une pénalité correspondant au coût total hors taxes des travaux préparatoires à la plantation dans les parcelles où auraient dû être mis en place les plants non admis, que l'ONF devra refaire (travaux de préparation de végétation (broyage) et de sols).

11 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent C.C.A.T.P. seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Toutes les transmissions adressées à l'ONF doivent également être rédigées en français.

12 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale

12.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

12.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

12.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

12.4. Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

13 RECAPITULATION DES DEROGATIONS AU C.C.A.G.

L'article 10.2 du présent C.C.A.T.P. déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du C.C.A.G.